

Compte-rendu de la réunion entre les Partis politiques
participant au Gouvernement et le F.P.R. et les
Représentants des Bailleurs de Fonds sur les
Questions Economiques du pays - MULINDI 14 septembre 1993

Initialement programmée pour se tenir à Kigali le 2 septembre 1993 et reportée au 6 septembre 1993, la réunion informelle s'est enfin tenue le 14 septembre 1993 à MULINDI dans les locaux du FPR car il avait été impossible au FPR de se rendre à Kigali.

Le projet de cette réunion appartient au Président du Parti MDR - Premier Ministre Désigné, Monsieur TWAGIRAMUNGU Faustin, conjointement avec le Représentant Résident de la Banque Mondiale au Rwanda, Monsieur Julio GAMBA.

Le Parti MRND n'a pas pu s'y faire représenter malgré la promesse donnée auparavant qu'un délégué de rang d'un technicien y serait présent.

Après les paroles de bienvenue du Président du FPR, le Colonel KANYARANGWE Alexis, le Premier Ministre Désigné, Monsieur TWAGIRAMUNGU Faustin a introduit la réunion en précisant que la séance du 2 septembre 1993 à l'Hôtel Méridien avait permis d'écouter le Représentant Résident de la Banque Mondiale et le Ministre du Plan dont les interventions sur la situation économique du Rwanda, hélas précaire, n'ont pas été suivies d'échanges en l'absence du FPR, partenaire devant être associé dans la recherche des solutions à cette situation.

Monsieur TWAGIRAMUNGU Faustin a invité le Représentant Résident de la Banque Mondiale à refaire son exposé sur le Bilan-Diagnostic du pays.

Dans son résumé sur la situation économique et financière basé sur une analyse préliminaire du travail du Comité Technique de Suivi du PAS et qui tient compte des aspects liés à la guerre, le Représentant Résident de la Banque Mondiale relève que:

- les objectifs de croissance économique dans le PAS ont été sérieusement compromis par la guerre;
- le Gouvernement doit adopter un nouveau cadre de politique économique et financière dans le contexte de l'après-guerre;
- le Gouvernement doit s'engager à mettre en oeuvre un programme de réformes sur la période 1993-1996;

.../...

La performance économique et financière du pays pour 1993 se lit comme suit :

- un déficit budgétaire de 148,3 millions \$US (avec dons de 21, milliards FRW). Ceci suppose de trouver un financement additionnel ou Gap de 13,6 milliards FRW. Si l'on fait arrêter les dépenses militaires additionnelles depuis le 4 août 1993, l'on doit néanmoins trouver le financement de la démobilisation et la réinsertion des démobilisés dans la vie sociale et économique. Il y a urgence également pour les déplacés de guerre. Le lien doit être marqué entre le retour des déplacés et l'amélioration de l'agriculture, la santé et l'éducation. Il faut intégrer des programmes d'action humanitaire dans le processus d'ensemble de la maîtrise des moyens à mettre en oeuvre;
- une balance des paiements avec un solde négatif de 55,5 millions \$US à la fin 1993 correspondant à une réduction des réserves nettes à 28,8 millions \$US ou 1 mois d'importations CIF. Cette situation requiert un besoin de financement extérieur complémentaire de 46 millions \$US.

Avec ce constat, la Banque Mondiale formule des questions fondamentales ci-après :

- Le Gouvernement va-t-il et peut-il financer le déficit fiscal? Il y a une relation inverse entre le déficit fiscal et les possibilités de croissance économique. Beaucoup de mesures peuvent être prises dont le subventionnement avec pour conséquence l'inflation de la masse monétaire; la limitation de niveau de la dette intérieure et celui de la dette extérieure sont aussi des solutions.

Il y a aussi plusieurs sources de financement dont notamment la participation du secteur privé. Il est nécessaire de revoir le Programme d'Investissements Publics (PIP) pour les 5 prochaines années afin de tendre vers un équilibre du déficit fiscal.

Tous les moyens de financements doivent être combinés afin d'assurer une stabilité macro-économique à moyen terme.

Le Ministre du Plan, Monsieur NGIRABATWARE Augustin qui complète le Représentant Résident de la Banque Mondiale, précise que le Bilan-Diagnostic décrit a été éclairé par le Comité de Suivi du PAS. C'est au début de la guerre que, dans le cadre de la relance et de l'assainissement de l'économie que le Gouvernement a adopté et mis en oeuvre un Programme d'Ajustement Structurel.

Aujourd'hui, les partenaires en la matière, en l'occurrence la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International sont invités de faire preuve d'une grande compréhension suite aux conditions particulières que connaît l'économie rwandaise et qui constituent des obstacles à la réalisation des performances attendues.

Les objectifs du PAS sur la période 1991-1993 consistaient à réaliser un taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut d'au moins 4% à partir de 1992 tout en maîtrisant les pressions inflationnistes et en améliorant la balance des paiements. La part de l'épargne intérieure dans le PIB devait passer de 4% à 8% de 1990 à 1993 et le volume des investissements s'accroître au taux annuel de 6% sur cette période.

Les différentes stratégies sectorielles adoptées et d'autres mesures prises par le Gouvernement auraient pu permettre à l'économie rwandaise d'atteindre les résultats escomptés mais la nouvelle détérioration des termes de l'échange et la guerre dite d'Octobre ont négativement affecté l'économie nationale à telle enseigne que la situation générale de la période de 1991-1992 s'est plutôt détériorée par rapport à la situation d'avant la mise en oeuvre du PAS.

Le Ministre du Plan indique qu'on a revu avec les Institutions de Bretton Woods le Document-Cadre de politique économique et financière, équivalent d'un plan économique à suivre en 1991-1992-1993. Il s'agit d'un document contenant les politiques macro-économiques et sectorielles à suivre durant cette période.

Le Document a été revu en février 1991 en collaboration avec la Banque Mondiale et le FMI et en accord avec les autres Bailleurs de fonds. L'objectif était d'atteindre les équilibres financiers internes et externes: mesures touchant le budget, les échanges et les secteurs institutionnels.

Adopté à la réunion de Paris en mars 1991 sous la présidence de la Banque Mondiale, le programme a connu des retards et beaucoup de lenteurs par la suite. Les responsabilités sont partagées entre le Gouvernement Rwandais et les Bailleurs de Fonds.

Pour le Gouvernement, les dépenses militaires nécessaires (plus ou moins 1% sur le PIB avant la guerre à plus ou moins 7% durant la guerre) sont surtout la cause à ces manquements. Pour les partenaires, il y a eu suspension de certains crédits et certaines facilités, en particulier la suspension de la 2ème facilité d'Ajustement Structurel (plus ou moins 12 millions \$US). Ainsi les autres bailleurs de fonds ont presque suivi le mouvement de la Banque Mondiale et du FMI.

Actuellement, le Gouvernement a préparé un nouveau PAS avec un bilan-diagnostic qui éclairerait sur les grands agrégats macro-économiques tels que les finances publiques et la balance des paiements. La préoccupation est de mieux définir une politique économique à prendre aujourd'hui et une politique future de négociations avec les bailleurs de fonds.

Le Ministre du Plan signale également d'autres priorités consignées dans l'Accord de Paix d'Arusha comme:

- la réinstallation des déplacés de guerre,
- la reconstruction des infrastructures socio-économiques,
- la réinsertion des militaires démobilisés,
- le programme de rapatriement des réfugiés.

Enfin, l'orateur attire l'attention de l'assistance, en précisant que c'est son avis personnel, que le Gouvernement de Transition à Base Elargie ferait bien de préserver l'administration des dangers de la politisation des cadres et des agents. Les partis politiques aideraient le Gouvernement à sensibiliser les paysans à mieux comprendre l'incidence sur le Trésor du prix constant du café au producteur.

Le Premier Ministre Désigné reprend la parole et reprecise que la situation économique du pays ne peut pas être assainie par les Bailleurs de fonds sans que les concernés aient correctement défini leurs priorités. Le F.P.R., partie prenante au Gouvernement de Transition à Base Elargie doit donc être entièrement associé à cette préparation car il participera dans la gestion commune.

Le Premier Ministre Désigné souhaite que le F.P.R. puisse désigner un représentant permanent de contact à Kigali avant la mise en place du Gouvernement de Transition à Base Elargie. La présence de cet Homme de liaison faciliterait les contacts et une prise de décision rapide. Un courrier a été adressé au Président du F.P.R. à cet effet, indique Monsieur TWAGIRAMUNGU Faustin.

Le Président du F.P.R., le Colonel KANYARENGWE Alexis remercie pour les exposés et désigne Monsieur KABAYIJA Ephrem, Chef du Service de Planification au F.P.R. de communiquer la position du F.P.R. sur la problématique du développement économique du Rwanda. Rwandais anglophone, il se sert d'un interprète F.P.R. qui donne la version française.

Pour le F.P.R., la crise économique s'est déclarée au Rwanda longtemps avant la guerre dans les années 80, en particulier avec la baisse des prix du café et du thé. Il fait remarquer qu'une grande partie des exportations rwandaises ne sont pas produites au Rwanda.

.../...

Le pays a investi plus qu'il n'en a la capacité d'entretenir et de suivre rationnellement le processus du point de vue de la rentabilité.

La guerre a éclaté quand le pays connaissait une situation économique trop précaire, elle a bien entendu contribué à l'aggravation de la situation sans en être la cause.

La crise devait continuer car elle est sous-tendue par des problèmes d'ordre structurel liés à une mauvaise gestion des entreprises publiques. A la tête des entreprises sont nommés des Directeurs incompetents. Des postes de responsabilité sont confiés à des personnes souvent mal indiquées et sur base des critères peu objectifs. Les investissements ruraux sont dispersés selon les mêmes critères. Des projets s'installent en fonction des intérêts des individus. Ils ne peuvent pas être rentables.

Les bailleurs de fonds ne coordonnent ni ne suivent les processus de fonctionnement après le financement. Ils procurent l'argent mais ne suivent pas son utilisation.

Les USA et les autres ont préconisé la limitation des naissances au Rwanda croyant arriver à faire baisser le rythme de croissance de la population. La terre est constante. Bien qu'on ait réclamé les marais, la pression qu'exerce la population sur les ressources en terres est très élevée.

Dès le début des années 80, les autorités rwandaises ont manipulé l'opinion en disant que les Rwandais ne meurent pas de faim. Ceci a conduit la Banque Mondiale et les autres bailleurs de fonds à revoir leur politique en matière d'aide alimentaire.

Aujourd'hui, c'est très urgent d'examiner les voies et moyens d'améliorer la production du sol car plus de 90% des rwandais vivent de la terre et nourrissent les villes. Le FPR propose une approche économique intégrée. La stratégie de réduire le taux de croissance de la population ne suffit pas. Faut-il également éduquer cette population et favoriser l'accroissement de sa capacité à produire plus et mieux. Le F.P.R. souhaite que les bailleurs de fonds et le Gouvernement y attachent la plus grande importance dans le but d'améliorer les performances des ressources humaines du pays.

La politique de diversification des exportations du Rwanda n'a pas tenu compte du niveau des recettes du thé et du café. La même observation vaut pour les minerais du Rwanda exportés.

Il existe d'autres ressources inexploitées et le volume potentiel des exportations n'atteint pas encore la capacité de performance. Le pays se contente d'exporter vers les mêmes pays lointains en ignorant les marchés sous-régionaux comme la Tanzanie qui serait un bon débouché.

.../...

Il faut favoriser un grand investissement avec une main-d'oeuvre bon marché. On pourrait améliorer la valeur ajoutée par exemple du café exporté.

Il y a lieu de promouvoir la substitution des produits. L'on ne produit presque rien localement. Ce qui porte ce nom n'est autre chose pratiquement que l'emballage rwandais. L'on importe pour exporter sans induction d'une valeur ajoutée nationale. L'industrie nationale n'existe pas.

Du point de vue de l'énergie, on utilise beaucoup le bois de feu au Rwanda. Il faut améliorer l'utilisation de l'énergie en l'étendant au monde rural et en s'assurant de la protection de l'environnement et en augmentant la productivité de la terre disponible.

La main-d'oeuvre nationale est de basse qualité. Il y a une carence dans les techniques de gestion des projets ruraux. Trop de fonds sont destinés à payer les expatriés. Une grande partie doit être réservée au chapitre de l'investissement.

Les Bailleurs de fonds et le Gouvernement devraient retenir que la majorité des réfugiés à rapatrier sont des paysans. Il y aura une pression plus accrue sur la terre et l'environnement. Les rapatriés iront en campagne. Une attention soutenue est attendue dans cette direction.

Concernant la gestion des finances publiques, une grosse partie des dépenses de l'Etat est consacrée aux voyages des fonctionnaires. Le niveau des frais de mission est trop élevé.

Un Ambassadeur rwandais vit comme son collègue américain. Il faut faire changer les mentalités des fonctionnaires rwandais.

Le F.P.R. estime que la privatisation est nécessaire. Beaucoup d'entreprises sont mal gérées. La Banque Mondiale et les autres bailleurs de fonds envoient beaucoup de missions mais ne prennent pas des mesures pratiques, pourtant recommandées. Il faut que le Gouvernement s'emploie à réduire le niveau alarmant de la dette publique.

Le F.P.R. a mené une étude sur la problématique du développement économique à travers les composantes des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'on pourra adopter des stratégies appropriées avec la partie gouvernementale aussitôt que le rapport sera rendu public.

Le Représentant du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, est intervenu pour attirer l'attention de l'assistance sur l'urgence à éviter au pays de se trouver dans une spirale de précarité économique, notamment en invitant les partenaires du Rwanda :

.../...

- à assister le Rwanda dans le soutien à l'équilibre de la Balance des Paiements. Des pays comme la Belgique, la France, le Japon et la C.E.E. y ont déjà contribué à travers notamment les Fonds de Contrepartie Commun incorporés au Trésor. Une action plus vaste pourrait contribuer au maintien de la capacité des réserves de devises pour une période supérieure à 1 mois (15 jours actuellement);
- à faire preuve de diligence en accordant des facilités spéciales lors de la négociation des prêts. Pour éviter l'accroissement de la dette et du service de la dette dont les niveaux ont passé le cap de la capacité de remboursement du pays. Les bailleurs pourraient procéder à la révision des taux d'intérêts, soit accorder une durée de remboursement plus longue et un différé d'amortissement plus important, soit examiner les voies et moyens d'annuler tout ou partie des prêts à rembourser. Il y a lieu en tous les cas de privilégier l'élément "don" dans la négociation des prêts remboursables par le pays.

Le Président du Parti Libéral, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, en précisant que son intervention est pour le compte de son parti, préconise un investissement massif dans le secteur de la production. Les dons ne sont pas la réponse à la situation. Ils ne sont nécessaires que pour des actions très ponctuelles. Il faut inciter la production dans les secteurs dans le cadre du développement et la promotion du marché à l'autosuffisance et à l'exportation. L'investissement doit porter sur des projets dont la rentabilité est sûre. Il est urgent de promouvoir la qualité de la main-d'oeuvre et d'améliorer l'habitat.

Le Président du F.P.R. est d'avis que les options doivent être concertées mais que, sans Organes de Transition, ce sera difficile à mettre en exécution. Quelles garanties donnerait-on alors aux Bailleurs de Fonds? a-t-il interrogé.

Monsieur GAMBIA, Représentant Résident de la Banque Mondiale signale que les Bailleurs de Fonds appuient l'intégration des stratégies dans le cadre du Comité de Suivi du PAS y compris en associant à ses travaux les représentants du F.P.R. Il souhaite que le Comité de Suivi soit placé sous la tutelle du Premier Ministre du Gouvernement de Transition à Base Elargie.

Monsieur BIZIMUNGU Pasteur du F.P.R. intervient pour interpellier l'assistance sur ce qu'il relève de contradictoire. Le Gouvernement actuel de coalition prépare un Document-cadre à soumettre à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International. Dès le 4 août 1993, le Gouvernement actuel n'a pas de mandat.

En vertu de l'article 23 de l'Accord d'Arusha, le programme est à élaborer par le Premier Ministre du Gouvernement de Transition à Base Elargie. C'est dire que le Document en préparation ne répond pas à la logique de l'Accord d'Arusha. Serait-il un document à caractère indicatif ou définitif prêt à être présenté aux bailleurs de fonds? Les besoins économiques seront formulés par le Gouvernement de Transition à Base Elargie. Les projets se négocient. L'on signe des prêts. L'on élabore des programmes. Au nom de quoi et avec quel mandat ce Gouvernement le fait-il? Il ne doit qu'expédier les affaires courantes.

La réponse donnée par le Ministre du Plan est que les partis politiques et le F.P.R. se concertent précisément à cet effet. La vie de l'administration ne peut pas s'arrêter. L'on doit honorer les engagements pris antérieurement. La continuité de l'Etat ne doit pas en souffrir. Le Gouvernement travaille. Il y a des négociations avec la C.E.E. par exemple, portant sur des programmes que l'on ne peut pas suspendre. Il y a un Crédit d'Ajustement Structurel avec la Banque Mondiale. L'on prépare avec le PNUD des programmes de l'après-guerre. On ne peut pas arrêter d'y travailler.

Reprenant la parole, Monsieur BIZIMUNGU Pasteur, souligne qu'il n'y a pas deux Premiers Ministres au Rwanda. L'on ne doit négocier plus rien. Le Premier Ministre du Gouvernement de Transition à Base Elargie a été nommé et l'a accepté. L'actuel Gouvernement de coalition ne peut négocier aucun projet ni programme sans la participation du F.P.R.

Le Représentant Résident de la Banque Mondiale déclare que pour les bailleurs de fonds, le Gouvernement existe dans le sens d'un interlocuteur officiel. Vue la situation économique et financière du pays, on n'a pas à attendre. Tout est urgent. Interrompre serait un comportement inconséquent, mais il faut associer rapidement le F.P.R. dans ce processus d'actions.

Le Président du F.P.R. propose que tous les concernés se mettent ensemble pour préparer un document sur lequel le Gouvernement de Transition à Base Elargie fondera toute son action. Le F.P.R. ne soutient pas certaines initiatives du Gouvernement actuel de coalition, insiste-t-il.

Maître Félicien NGANGO intervient pour clarifier une certaine logique. La présente réunion relève du souhait des bailleurs de fonds. Est-il possible d'associer le F.P.R. dans toute cette préparation alors qu'il ne participe pas à l'actuel Gouvernement? La continuité de l'Etat doit être préservée mais il est difficile d'initier de nouveaux programmes. La meilleure solution est de mettre rapidement en place les Institutions de Transition recommandées dans l'Accord de Paix d'Arusha.

.../...

Le Représentant de la Belgique, au nom des pays de la C.E.E. déclare que la situation économique difficile requiert des interventions devant s'appuyer sur une politique avec des données sûres. Il faut prendre des mesures correspondantes à la situation du moment. Il ne faut pas attendre la Force Internationale Neutre ni le Gouvernement de Transition à Base Elargie pour procéder aux analyses nécessaires de la situation. Le contraire conduirait à une situation absolument ingérable.

Monsieur BIZIMUNGU Pasteur du F.P.R. renchérit en insistant que le F.P.R. n'a pas l'intention d'anémier ni l'économie nationale ni le fonctionnement de l'administration. Il propose que conformément aux Accords d'Arusha, durant la période de transition conduisant à la mise en place du Gouvernement de Transition à Base Elargie, la préparation des nouveaux programmes du Gouvernement se fasse sur la responsabilité du Premier Ministre Désigné. Il appartient donc à celui-ci d'y associer les Partis politiques. C'est dans ce cadre-là que le F.P.R. est prêt à collaborer à ces activités.

Le Ministre du Plan a tenu à exprimer immédiatement son accord sur la procédure proposée.

Le Premier Ministre Désigné prend la parole, et fait la synthèse de la réunion. L'on retient qu'il est nécessaire de mettre en place une Commission chargée d'élaborer les Documents qui seraient à présenter aux bailleurs de fonds ainsi que la concertation avec le F.P.R. pour leur préparation, en particulier pour finaliser le Document destiné aux instances de la Banque Mondiale et du FMI.

Le Président du F.P.R. souhaite savoir dans quelle mesure les bailleurs de fonds nous aideraient à mettre en place les nouvelles Institutions. Monsieur BIZIMUNGU Pasteur du F.P.R., se référant à l'article 53 de l'Accord de Paix d'Arusha sur l'intégration des Forces Armées, invite les bailleurs de fonds à user de leur influence pour l'arrivée rapide du GOMN élargi ainsi que de la Force Internationale Neutre.

Si la Force Internationale Neutre tardait, il faudrait qu'il y ait une assistance rapide dans le renforcement du GOMN, insiste-t-il en proposant d'inclure les forces du F.P.R. et des FAR dans le GOMN. Il s'agirait donc d'un compromis provisoire en attendant l'arrivée des structures militaires de l'ONU.

Le Représentant Résident de la Banque Mondiale indique qu'il y a des implications financières importantes et que la Banque Mondiale n'a pas des fonds pour le financement de l'opération.

L'avis du F.P.R. est formellement favorable à cet arrangement provisoire.

Le Premier Ministre Désigné demande au Représentant Résident Adjoint du PNUD s'il était possible de communiquer cette proposition au Secrétariat Général des Nations Unies.

Le Représentant Résident Adjoint du PNUD signale qu'il n'a pas de requête officielle précise à communiquer à NEW YORK d'une part, et que d'autre part s'il y en avait une en la matière, elle serait certainement portée à la connaissance des Nations Unies par les soins de la Mission conjointe Gouvernement/FPR présentement en voyage à NEW YORK.

Monsieur COLLIN de l'Ambassade de Belgique, au nom des pays membres de la CEE prend la parole pour renforcer les commentaires du Représentant Résident Adjoint du PNUD.

Suite à cela, la demande adressée au PNUD est retirée.

La réunion qui avait un caractère strictement informel a mené ses travaux de 10h30 à 16h30.

Le Premier Ministre Désigné et le Représentant Résident de la Banque Mondiale ont remercié pour l'accueil et l'hospitalité que le F.P.R. a réservés à toute la délégation arrivée de Kigali.

La liste des participants est en annexe.

Kigali, le 15 Septembre 1993

NDEREBEZA Anastase
Chef de Division "Coopération Multilatérale"
et Représentant du Ministère des Affaires
et de la Coopération

LISTE DES PARTICIPANTS

Bailleurs de Fonds

- Monsieur Julio Gamba, Représentant Résident de la Banque Mondiale au Rwanda;
- Monsieur Yvon Le Moal, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Rwanda;
- Monsieur Hölscher, Ambassadeur d'Allemagne au Rwanda
- Monsieur Collin, Chargé d'Affaires a.i. de l'Ambassade de Belgique;
- Monsieur Micher Cuignet, Chef de la Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle;
- Monsieur Raimondo, Délégué a.i. de la CEE;
- Monsieur Bloesch, Chef p.i. du Bureau de la Coopération Suisse;
- Monsieur Provost, Chef de Bureau et Conseiller auprès de l'Ambassade du Canada;
- Monsieur Garry Nelson, Directeur de l'USAID

Partis Politiques

- Monsieur Twagiramungu Faustin, Président du Parti MDR et Premier Ministre Désigné du Gouvernement de Transition à Base Élargie;
- Monsieur Mugenzi Justin, Président du Parti Libéral et Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat;
- Monsieur Nayinzira J. Népomuscène, Président du Parti Démocratique;
- Maître Ngango Félicien, 1er Vice-Président du Parti PSD

Pour le F.P.R.

- Colonel Kanyarengwe Alexis, Président du F.P.R.;
- Monsieur Bizimungu Pasteur, Membre du Bureau Politique du F.P.R.;
- Monsieur Kabayiija Ephrem, Chef du Service "Planification";
- Monsieur Bihozagara, Membre du Bureau Politique du F.P.R.;
- Monsieur Muvunyi, interprète;
- autre personnel d'appui

Pour l'Administration

- Monsieur Ngirabaware Augustin, Ministre du Plan;
 - Monsieur Maniliho Faustin, Directeur des Investissements au Ministère du Plan;
 - Monsieur Twagirayezu Alexis, Directeur de la Statistique au Ministère du Plan;
 - Monsieur Nderebeza Anastase, Chef de Division "Coopération Multilatérale" au Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération.
-